

# D&O L'AGEFI

Supplément publié dans  
l'édition de L'AGEFI ALPHA  
du 21 mars 2024

## CLIMAT ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE UNE PROBLÉMATIQUE GLOBALE

- LES STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT GAGNENT EN SOPHISTICATION
- L'ACCÈS À LA DONNÉE S'AMÉLIORE PROGRESSIVEMENT
- L'ENGAGEMENT, UNE ACTIVITÉ INCONTOURNABLE MAIS CHRONOPHAGE



Joséphine  
CHEVALLIER

Responsable  
de l'intégration ESG



Caroline  
LE MEAUX

Responsable de la recherche  
ESG, de l'engagement  
actionnarial et de la politique  
de vote



# UN DÉFI GIGANTESQUE À RELEVER

**La prise en compte du climat dans les stratégies d'investissement a gagné en maturité grâce à une meilleure connaissance du sujet par les sociétés de gestion, une réglementation de plus en plus vaste et davantage de données fournies par les émetteurs. Pour atteindre les objectifs de neutralité carbone, les défis restent toutefois nombreux.**

**F**inancer la transition énergétique pour atteindre un monde « net zero », respectueux de l'objectif de l'Accord de Paris : un défi colossal auquel participent activement les sociétés de gestion. Les stratégies d'investissement créées pour le relever peuvent prendre des formes très différentes. « *L'approche low carbon a été la première mise en place quand nous avons commencé à réfléchir au climat par exemple chez Amundi, dès 2014, relate Caroline Le Meaux, responsable de la recherche ESG, de l'engagement actionnarial et de la politique de vote chez Amundi. Les stratégies se sont ensuite sophistiquées et sont apparus des produits autour de la notion 'net zéro'.* » Mais il existe aussi des supports thématiques, des fonds indiciaires reposant sur les indices climatiques européens Climate Transition Benchmark (CTB) et Paris-Aligned Benchmark (PAB) ou encore des

véhicules de *green bonds* qui financent des projets verts, etc. « *Le climat est un risque pour l'ensemble des émetteurs et des portefeuilles qu'il faut considérer et nous accompagnons la transition des émetteurs dans lesquels nous sommes investis quel que soit le produit* », revendique Caroline Le Meaux.

Le degré d'exigence pourra en revanche varier d'une approche à l'autre. « *Toutes les stratégies n'ont pas les mêmes ambitions car nous portons certains engagements pour le compte de nos clients et, dans ce cas, nous sommes dans l'exécution de leur propre stratégie climatique*, indique Joséphine Chevallier, responsable de l'intégration ESG chez Ostrum Asset Management. *Pour nos fonds ouverts, nous proposons notre vision, au travers de produits thématiques mais pas uniquement. Les approches se sont beaucoup complexifiées dans le temps. Par exemple, nous avons lancé il y a peu un fonds d'obligations à impact*

*(Ostrum Climate and Social Impact Bond) dont le thème est la transition juste, qui a la particularité d'intégrer des indicateurs sociaux et sociétaux pour prendre en compte les différentes facettes de la transition.* »

Au-delà des produits et des stratégies d'investissement, les sociétés de gestion donnent le ton en développant des politiques d'investissement, qui abordent les enjeux majeurs liés au climat. « *Nos politiques d'investissement fournissent un cadre global à notre approche, estime Joséphine Chevallier. Nous avons des politiques sectorielles de plus en plus ambitieuses, que nous avons considérablement renforcées. Ainsi, nous avons adopté une politique de sortie du charbon et une autre de sortie du pétrole et du gaz non conventionnel, qui aborde aussi la question du conventionnel et qui est évolutive dans le temps.* »

## Une information plus riche et accessible

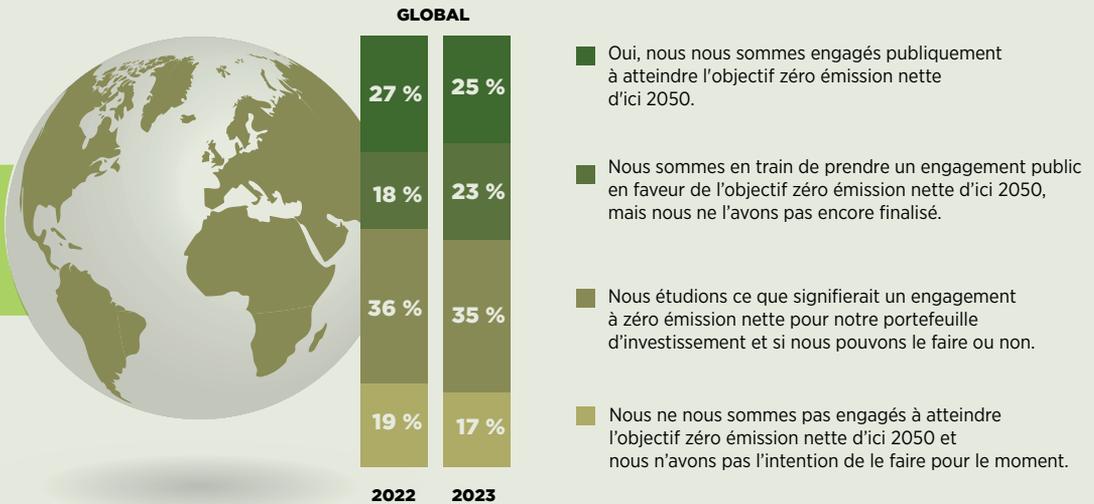
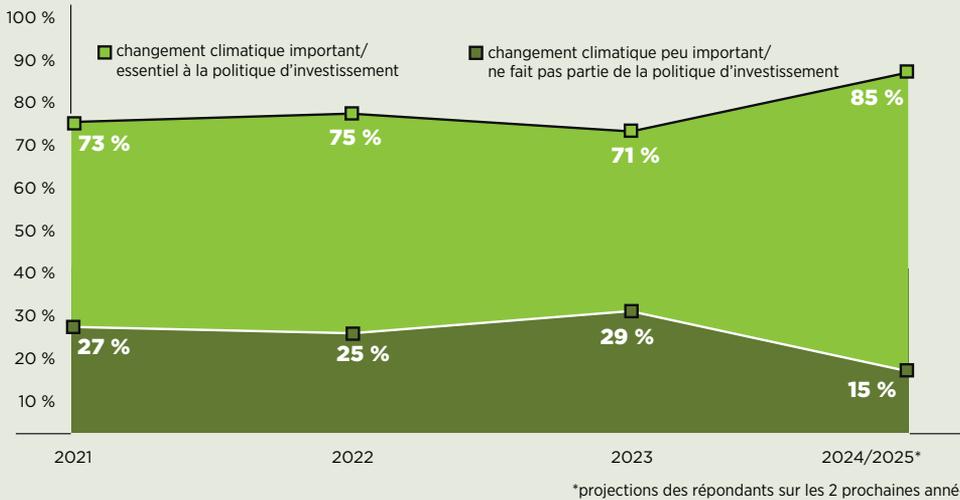
De manière générale, la façon dont les sociétés de gestion prennent en compte la question du climat a beaucoup évolué au fil du temps, se raffinant au cours des années. « *Tout d'abord, nous avons acquis une meilleure connaissance du sujet, souligne Caroline Le Meaux. Les cadres de référence nous ont aidés : la TCFD (Task Force on Climate-Related Financial Disclosures) et le Benchmark Climate Action 100+, par exemple, ont été porteurs de savoirs. Et nous nous*



***Nous avons des politiques sectorielles de plus en plus ambitieuses, que nous avons considérablement renforcées.***

Joséphine Chevallier,  
responsable de l'intégration ESG,  
Ostrum Asset Management

## UNE FORTE MAJORITÉ DES INVESTISSEURS INTÈGRENT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LEUR POLITIQUE D'INVESTISSEMENT, ET LES ENGAGEMENTS « NET ZÉRO » CONTINUENT D'AUGMENTER.



Source : Robeco 2023 Global Climate Survey, mars 2023 - enquête menée auprès de 300 investisseurs internationaux.

sommes nous-mêmes aguerris en échangeant avec les entreprises.» Autre avancée ayant permis l'amélioration des approches : la disponibilité des données. « Nous sommes partis de loin avec relativement peu d'informations il y a quelques années, se remémore Joséphine Chevallier. Aujourd'hui, il existe des référentiels dans le marché et la réglementation est intervenue pour nous imposer, à nous investisseurs, plus d'exigences. De fait, cela devient crucial pour les entreprises désireuses d'obtenir des financements réguliers de mieux communiquer sur

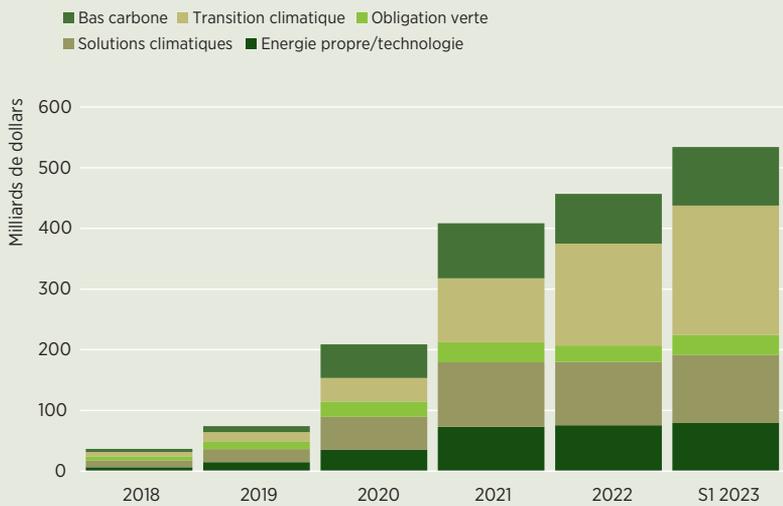
leur stratégie en publiant des indicateurs extra-financiers, et en particulier sur les ambitions et indicateurs climatiques. »

La tendance devrait se poursuivre avec notamment l'entrée en vigueur de la directive européenne CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive). « Tout cela va dans le bon sens mais il reste des points à améliorer, notamment sur la granularité des remontées d'information, le choix des points de référence et les techniques de mesure, relève Joséphine Chevallier. En effet, les

scénarios climatiques utilisés par les entreprises ne sont pas toujours les scénarios climatiques net zero de référence du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La façon de formaliser les objectifs n'est pas toujours idéale non plus. Par exemple, en tant qu'investisseurs, nous aimerions qu'ils soient alignés sur l'Accord de Paris et formalisés sur des objectifs de baisse d'émissions en absolu, et non seulement en intensité. Enfin, il serait souhaitable que les entreprises reportent sur

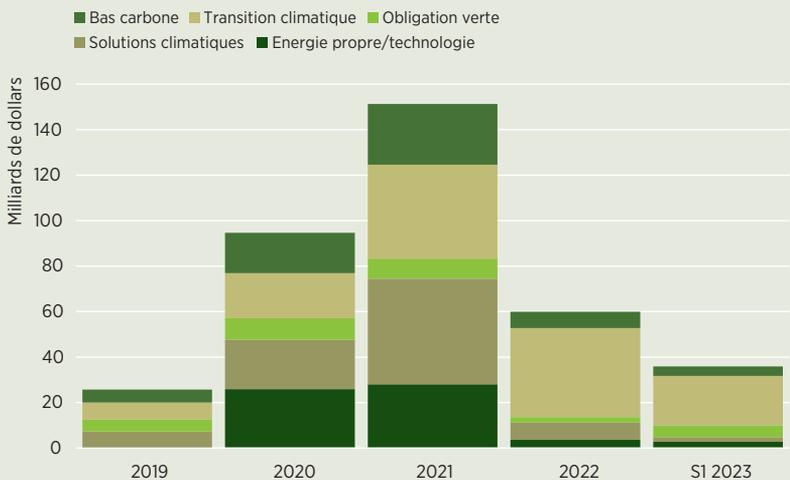
## FONDS CLIMAT : LES ENCOURS SE MAINTIENNENT MALGRÉ DES FLUX QUI SE TASSENT

PAYSAGE MONDIAL DES FONDS CLIMATIQUES



Source : Morningstar Direct. Morningstar Research, juin 2023

FLUX VERS LES FONDS CLIMATIQUES MONDIAUX



Source : Morningstar Direct. Morningstar Research, juin 2023

tous leurs périmètres et que l'usage de la compensation ou de techniques encore peu matures de capture soit limité à une part résiduelle de leurs objectifs de décarbonation.»

Quelles que soient les améliorations encore nécessaires, le virage semble être pris par la plupart des entreprises. « Celles qui pensent qu'elles pourront passer outre représentent désormais une minorité, assure Caroline Le Meaux. Il faut toutefois avoir à l'esprit que nous parlons d'un véritable changement de business model pour beaucoup d'entreprises. Il s'agit pour elles de réinventer la façon dont elles font leur métier. Cela ne se fera pas du jour au lendemain car elles doivent s'adapter tout en restant profitables parce qu'elles ont des employés et qu'il faut réussir à préserver le tissu social. » La matérialisation de plus en plus forte des risques climatiques a contribué à cette prise de conscience. « Ne pas prendre en compte le risque climatique ou le faire de façon insuffisante relève aujourd'hui d'une faille dans la stratégie, d'un grave défaut d'anticipation, surtout dans les groupes à forts enjeux climatiques, tels qu'ils ont été définis par la taxonomie européenne », souligne Joséphine Chevallier.

### Des gagnants et des perdants dans chaque secteur

Les sociétés de gestion ont un rôle crucial à jouer pour anticiper le risque de dépréciation des actifs de leurs clients mais aussi pour identifier les futurs gagnants de la transition. « Pour identifier les opportunités, il ne faut pas forcément réfléchir par secteur mais plutôt par stratégie, poursuit Joséphine Chevallier. Ainsi, dans le secteur industriel diversifié manufacturing, il existe des positionnements d'acteurs très différents. Certains d'entre eux ont réalisé une transition notable vers des modèles d'affaires qui promeuvent l'efficacité énergétique. » Un constat partagé

par Caroline Le Meaux : « Dans tous les secteurs, y compris les plus complexes, certaines entreprises arrivent à prendre le tournant, constate-t-elle. Il y a celles qui vont apporter les solutions mais il existe aussi tout un pan de l'économie qui ne produira pas de solutions mais les biens et services dont nous avons besoin, et qui le fait de façon plus durable et en intégrant les enjeux climatiques. » La vitesse d'exécution de ces acteurs ne dépend d'ailleurs pas de leur seule bonne volonté. « Les entreprises évoluent dans un système et c'est l'ensemble de ce système qui doit bouger, souligne Caroline Le Meaux. Les entreprises ne peuvent avancer que si les investisseurs suivent mais également les Etats et les clients finaux, c'est-à-dire les individus au bout de la chaîne. »

Une autre problématique pour les sociétés de gestion consiste à rendre des comptes aux investisseurs. « Pour cela, il faut avoir les bons indicateurs climatiques, pointe Joséphine Chevallier. Or il existe encore une grande hétérogénéité d'appréhension du sujet dans le marché qui est liée à la diversité de cheminement des entreprises. » La normalisation d'un certain nombre d'indicateurs est l'une des ambitions de CSRD, qui entre progressivement en vigueur. « On voit cette directive comme une opportunité car, actuellement, pour un certain nombre d'indicateurs, nous sommes contraints d'utiliser des proxys fournis par des data providers, qui sont estimés sur la base de logiques très différentes, donc qui nuisent à la granularité et à la comparabilité des données », indique Joséphine Chevallier. Il s'agit cependant d'une réglementation européenne, à la portée limitée. « Nous avons des expositions mondiales dans nos portefeuilles, donc nous aurons davantage d'informations sur une partie des entreprises mais pas pour toutes, prévient Caroline Le Meaux. De ce point de vue, ce n'est pas tout à fait



## Il n'existe pas un indicateur permettant de résumer ce que fait une entreprise en matière de climat.

Caroline Le Meaux,  
responsable de la recherche ESG,  
de l'engagement actionnarial  
et de la politique de vote,  
Amundi Asset Management

un 'game changer'. » Quant à traduire tous ces éléments dans une métrique unique, de type indicateur de température, cela soulève de nombreuses questions. « Il n'existe pas un indicateur permettant de résumer ce que fait une entreprise en matière de climat, observe Caroline Le Meaux. Nous essayons d'utiliser plusieurs indicateurs pour refléter la réalité car chacun d'entre eux va nous donner un angle différent qui va exprimer ce que fait l'entreprise ou ce qu'elle ne fait pas. » La difficulté consiste aussi à conserver, au-delà des différentes données quantitatives, une approche qualitative, selon Joséphine Chevallier. « D'où l'intérêt d'avoir une équipe de recherche capable de comprendre cette complexité, estime-t-elle. Au sein de la gestion et des équipes de recherche, nous avons une forte montée en compétence de cette capacité à analyser et à contextualiser les enjeux de transition pour chaque émetteur et chaque secteur. C'est quelque chose que l'on va continuer à cultiver pour ne pas être prisonniers d'une vision statique et quantitative qui est nécessaire mais pas suffisante. »

### De nouveaux instruments restent à inventer

Le chemin est encore long et les défis, nombreux. « La transition est nécessairement plurielle et doit inclure une transition sociale et sociétale, met en évidence Joséphine Chevallier. Elle doit aussi prendre en compte la biodiversité, qui est à la fois un élé-

ment clé du climat mais également un enjeu à part entière. Les deux sujets sont intimement liés : si l'on renforce la biodiversité, on renforce la capacité des océans et des forêts à capturer et recycler le CO<sub>2</sub>. A contrario, la lutte contre le changement climatique peut entraîner la mise en œuvre de solutions qui ne sont pas forcément les bonnes pour la biodiversité. » Pour les adresser, des financements colossaux sont nécessaires, de l'ordre de 1.500 milliards d'euros par an à partir de 2031 pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Ce qui nécessite pour les sociétés de gestion de poursuivre leurs efforts mais aussi de convaincre les investisseurs et les conseillers financiers qui sont les intermédiaires. « Cela fait partie de nos missions d'accompagner les distributeurs et notamment les orienter sur les produits, rapporte Joséphine Chevallier. Car aujourd'hui, même après MIF 2, cela reste compliqué pour eux de maîtriser toutes les notions de finance durable. »

Autre piste de progrès : travailler sur des supports dédiés au financement de la transition énergétique. « L'innovation financière doit rester dynamique, considère Caroline Le Meaux. Les green bonds fonctionnent déjà bien mais il y a encore des instruments à inventer sur le financement de la transition et notamment pour accélérer celle-ci dans les pays émergents. »

# L'ENGAGEMENT, UN TRAVAIL INDISPENSABLE AUX STRATÉGIES DE TRANSITION

**Pour accompagner les entreprises vers des pratiques moins émissives, les sociétés de gestion musclent leurs dispositifs en matière d'engagement.**

«L'engagement, c'est beaucoup de travail, beaucoup d'efforts et cela prend du temps ! Mais c'est de mon point de vue l'une des meilleures façons d'avoir un impact», déclare Caroline Le Meaux. Historiquement circonscrit au vote et donc aux sociétés de gestion spécialisées dans les actions, ce dialogue avec les entreprises connaît depuis quelques années une véritable révolution. «Les sociétés de fixed income sont entrées dans la bataille car elles se sont rendu compte qu'elles pouvaient avoir une influence sur les émetteurs par le levier du financement», analyse Joséphine Chevallier.

C'est toutefois une activité très chronophage : il faut analyser la situation des entreprises, identifier les points d'amélioration, échanger avec elles et formaliser les attentes. «Il faut différencier différents niveaux d'engagement», précise Joséphine Chevallier. Nous pouvons toucher de nombreuses entreprises en participant à certaines actions collectives comme la non-disclosure campaign du CDP. Il existe aussi les engagements collaboratifs avec nos pairs, au sein d'initiatives de place comme Climate Action 100. Et puis, il y a les engagements portés par la société de gestion elle-même. Et là, la question des ressources est clé parce que nous ne pouvons matériellement pas engager avec le même niveau d'exigence sur les milliers d'entreprises dans lesquelles nous investissons. Ce n'est d'ailleurs pas l'objectif : nous devons diriger plus particulièrement nos efforts vers

les entreprises ayant une problématique spécifique, soit du fait de leur appartenance à un secteur à fort enjeu, soit parce qu'elles ont des caractéristiques propres qui méritent notre attention, car c'est ainsi que nous aurons le plus d'impact.»

Face à cette problématique des ressources, Amundi a d'ailleurs fait le choix de former ses équipes pour multiplier ses moyens d'action. «L'engagement c'est une question de taille d'équipe», commente Caroline Le Meaux. Chez Amundi, nous avons une grosse équipe d'analystes ESG et nous avons beaucoup formé les gérants actions et taux ainsi que les analystes financiers, qui nous aident dans nos efforts. Nous avons commencé ce travail il y a près de cinq ans, ce qui nous a permis, en 2023, d'engager avec 2.500 entreprises dont 1.500 sur le climat.»

L'engagement prend aussi beaucoup de temps car il requiert beaucoup d'efforts de la part des émetteurs concernés, surtout au démarrage. «Dans un premier temps, les entreprises ne savent pas forcément comment aborder les sujets sur lesquels nous les sollicitons et cela leur demande de mettre en place de nouveaux process», décrypte Caroline Le Meaux. C'est d'ailleurs pourquoi nous aimons partager avec elles les bonnes pratiques. Une fois qu'elles ont fait ce travail en interne, les améliorations incrémentales sont beaucoup plus faciles à obtenir que la première démarche.» C'est d'ailleurs un défi puisque certains verrous doivent encore sauter. «Par

exemple, l'un des enjeux est la connaissance par les entreprises de leur supply chain», indique Caroline Le Meaux. Ce travail d'évaluation est clé et nous aidera sur de multiples dimensions, que ce soit le climat, la biodiversité ou encore les droits humains, etc.»

Le sujet devrait encore gagner en importance dans les prochaines années du fait de la réglementation, qui encadre de plus en plus les obligations des entreprises en matière de transition. «Cela augmente la réceptivité des entreprises», reconnaît Joséphine Chevallier. La directive sur le devoir de vigilance des entreprises, qui était en discussion jusqu'en février au sein des institutions de l'Union européenne, intégrait des objectifs de mise en place de la transition énergétique. Même si le report sine die du texte remet en question sa concrétisation, il est probable que cela incite les entreprises à aller plus vite car elles savent que si elles dérogent dans l'avenir être touchées financièrement par des dispositifs réglementaires contraignants.»

Autres sujets en cours : la refonte de SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation), qui devrait mieux intégrer la notion de transition, ainsi que la refonte du label ISR, qui concerne les nouvelles demandes de labellisation à partir de mars. «La nouvelle version intègre des exigences d'analyse des plans de transition et ce sur un périmètre renforcé, ce qui n'est pas négligeable car cela



## LES ÉMERGENTS, UN SUJET COLLECTIF

représente une bonne partie des émetteurs présents dans les fonds labellisés, explique Joséphine Chevallier. Ces requêtes portent sur un objectif de résultat d'alignement sur des plans de transition alignés avec l'Accord de Paris et elles intègrent aussi des exigences d'engagement.»

Au sein des sociétés de gestion, l'engagement est donc primordial et fait l'objet d'un suivi pour en mesurer les retours. « Chez Amundi, nous avons développé notre propre outil, relate Caroline Le Meaux. Ainsi, pour chaque engagement, nous définissons des objectifs avec des indicateurs clés de succès très granulaires. Cela nous permet de suivre l'évolution de l'entreprise et l'atteinte progressive de nos ambitions.» Même chose chez Ostrum, avec une banque de données renseignée par les équipes chargées des engagements du côté de la recherche et de la gestion actions principalement. « Nous nous fixons des objectifs différents selon le type d'engagement, explique Joséphine Chevallier. Ainsi, nous avons formalisé très précisément les objectifs sur certaines campagnes, par exemple avec notre politique 'pétrole & gaz' mais aussi sur la sortie du charbon. Sur ce dernier point, nous avons élaboré un processus d'escalade qui nous conduit régulièrement à exclure des entreprises qui n'ont pas un plan de sortie du charbon suffisamment solide.» Une stratégie d'escalade qui sera amenée à se formaliser de plus en plus.

Les gaz à effet de serre ne connaissant pas de frontières, la neutralité carbone ne pourra être atteinte sans la contribution des pays émergents. Ces derniers ne peuvent toutefois dupliquer les solutions envisagées par les pays développés du fait de leur nécessaire croissance. « Ils ont besoin de beaucoup investir dans les infrastructures pour soutenir leur développement, explique Joséphine Chevallier. C'est à rebours de la façon dont les économies développées se positionnent sur la question de la neutralité carbone avec des plans de réduction des émissions.» Les pays émergents sont toutefois particulièrement sensibilisés à la problématique, certains d'entre eux étant directement menacés par le dérèglement climatique. « Sur ces régions, le risque physique est très réel et il engendre d'ores et déjà des coûts supplémentaires, ce qui rend le sujet très concret pour les gouvernements et les populations », souligne Caroline Le Meaux. Fortes de ce constat, les sociétés de gestion doivent trouver un juste compromis pour accompagner ces pays.

« Chez Ostrum, nous considérons qu'il faut adopter une démarche équilibrée entre les différentes contraintes, qui peuvent parfois être contradictoires en ce qui concerne les émergents, rapporte Joséphine Chevallier. La manière dont nous discriminons les bons élèves, c'est essentiellement sur la qualité de leur gouvernance. C'est primordial car un pays avec des institutions relativement stables, soutenues par la société civile et une ambition claire, sera mieux à même de gérer la transition énergétique.» Il est aussi nécessaire d'adopter des approches différenciées car la terminologie « émergents » recouvre des réalités très différentes selon les pays. « Certains pays presque frontières ont peu d'émissions et d'autres, comme la Chine, ont vu leurs émissions exploser depuis les années 2000, souligne Caroline Le Meaux. Donc chaque pays a sa réalité et nous ne pouvons plus regarder le bloc émergent comme un ensemble homogène.»



## OSTRUM ASSET MANAGEMENT

[www.ostrum.com](http://www.ostrum.com)

Acteur responsable<sup>1</sup>, parmi les leaders européens<sup>2</sup> de la gestion institutionnelle, Ostrum Asset Management offre à ses clients opérant avec des contraintes de passif un accompagnement global sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'investissement : conseil en allocation stratégique, gestion multi-stratégies et prestations technologiques et de services dédiés.

- 1 - Ostrum AM est une des premières sociétés de gestion françaises signataires des PRI en 2008. En savoir plus : [www.unpri.org](http://www.unpri.org).
- 2 - IPE Top 500 Asset Managers (Investment & Pensions Europe) 2023 a classé Ostrum AM au 9<sup>e</sup> rang des plus importants gestionnaires d'actifs au 31/12/2022. Les références à un classement ne préjugent pas des résultats futurs de la société de gestion.



## AMUNDI ASSET MANAGEMENT

[www.amundi.fr](http://www.amundi.fr)

Premier gérant d'actifs européen, dans le Top 10 mondial<sup>1</sup>, Amundi propose à ses clients - particuliers, institutionnels et entreprises - une gamme complète de solutions d'épargne et d'investissement en gestion active et passive, en actifs traditionnels ou réels. Cette offre, enrichie de services et d'outils technologiques, permet de couvrir toute la chaîne de valeur de l'épargne. Ses plateformes de gestion<sup>2</sup>, sa recherche financière et extra-financière, et son engagement dans l'investissement responsable en font un leader du secteur. Filiale du Crédit Agricole, Amundi gère plus de 2.000 milliards d'euros d'encours<sup>3</sup>.

- 1 - Source : IPE « Top 500 Asset Managers » publié en juin 2023 sur la base des encours sous gestion au 31/12/2022
- 2 - Boston, Dublin, Londres, Milan, Paris et Tokyo
- 3 - Données Amundi au 31/12/2023



Joséphine  
CHEVALLIER

Responsable  
de l'intégration ESG



Joséphine Chevallier est leader stratégie ESG au sein de l'équipe stratégie ESG, après avoir été responsable de l'intégration et analyste crédit senior chez Ostrum. De 2004 à 2014, elle a occupé chez Natixis le poste d'analyste actions en charge des secteurs alimentation, boissons et produits de luxe. En 2011, elle est classée première en stock-picking actions sur les secteurs alimentation, boissons en France par

Starmine/Thomson Reuters. Elle a commencé sa carrière à Londres chez UBS en tant qu'analyste equity. Joséphine Chevallier est diplômée de l'Institut d'études politiques de Grenoble et également d'un master of science de la London School of Economics.



Caroline  
LE MEAUX

Responsable de la recherche ESG,  
de l'engagement actionnarial  
et de la politique de vote



Caroline Le Meaux a rejoint Amundi en 2019 en tant que responsable de l'équipe de recherche ESG, de l'engagement et du vote, au sein de la ligne métier ESG. Caroline Le Meaux commence sa carrière chez Paribas Asset Management ; elle est analyste financier CFA (Chartered Financial Analyst) et est diplômée de l'université Paris IX Dauphine. Elle devient directrice d'investissements au Fonds

de réserve des retraites (FRR) de 2011 à 2014. Elle est devenue gérante de fonds spécialisés en actions européennes small et midcaps chez BNPPAM et a été responsable de l'analyse quantitative des actions européennes. Ensuite, elle est nommée responsable des investissements long terme au pôle retraite de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), en charge de la stratégie ISR, de la politique ESG et climatique.

## L'AGEFI

L'Agence économique et financière fondée en 1911,  
8 rue Bellini - 75116 Paris

Tel. : 01 41 27 47 00 - Site Internet : [www.agefi.fr](http://www.agefi.fr)

Président, directeur de la publication : Nicolas Beytout

Directeur général délégué : François Robin (4768)

Directeur de la rédaction de L'Agefi : Alexandre Garabedian (4733)

Directeur commercial et développement : Laurent Luiset (4748)

Assistante commerciale : Sarah Negly (4729)

L'Agefi Alpha est édité par : AGEFI SAS au capital de 5 716 920 euros

Siège social : 8 rue Bellini - 75116 Paris

RCS : Paris 334 768 652 - N° Siret : 33476865200086

N° TVA intracommunautaire : FR 75 334 768 652, Principal actionnaire : Bey Médias Presse et internet

Conseil et contenus éditoriaux : Aurélie Fardeau - Conception graphique : François Quintin - SuzyLee

Impression : Imprimerie de Compiègne - 2, avenue Berthelot - ZAC des mercières - BP 60524

60205 Compiègne Cedex

N° CPPAP : 0925 T 95152 - N° ISSN : 2970-5843



## NOS PROCHAINES THÉMATIQUES

- Fonds thématiques
- ETF